

ALLOCUTION DU GENERAL D'ARMEE BRUNO CUCHE

CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ARMEE DE TERRE

A L'OCCASION DU COLLOQUE

« RECONSTRUIRE ENSEMBLE, CIVILS ET MILITAIRES : LA CONVERGENCE DES EFFORTS »

A L'UNESCO

LE 13 NOVEMBRE 2007

Je suis très heureux d'être parmi vous en cette fin d'après-midi, et en ce haut lieu de la culture et du multilatéralisme, pour conclure ce colloque. N'ayant malheureusement pas pu assister aux débats, vous voudrez m'excuser de certaines redites et ne pas vous étonner si dans mon propos, apparaissent des idées que certains ont réfuté ! Je ne recherche pas l'unanimité mais au contraire la diversité des approches. Car elle seule permet de répondre à la complexité des crises et des guerres actuelles. Le débat intellectuel, à ce titre, est peut-être le seul média qui permette de communiquer entre des milieux aussi différents en apparence que ceux des militaires ou des humanitaires. Il permet de dépasser les *a priori*, de s'affranchir de tabous et parfois dépasser le protocole. Le débat nous est donc utile pour nous militaires pour mieux comprendre notre environnement. Et je crois, et votre présence en témoigne, qu'il est aussi utile pour les acteurs civils concernés par la reconstruction sur les théâtres en guerre. **Au-delà, ce débat est indispensable pour permettre la convergence de nos efforts, thème central de ce colloque.** Car la convergence est indispensable au risque de mettre en péril l'action de chacun et le résultat final recherché : le retour à la normalité. **Quel que soit le motif profond qui motive l'engagement de chacun sur le terrain, qu'il soit religieux, philosophique, politique, économique, nos destins sont liés parce que nous partageons un même enjeu : la population et que nous produisons tous, à notre manière et avec des moyens différents de la sécurité: militaire, policière, judiciaire, administrative, économique, humaine.** Mais aussi, parce que la population est aussi l'enjeu prioritaire de ceux qui s'opposent à notre intervention. Or l'adversaire, systématiquement, compense son infériorité militaire, en exploitant nos faiblesses. Une dissociation trop systématique des efforts sur le registre de logiques d'actions propres à chacun des acteurs présente des risques considérables. Des risques pour la sécurité de chacun des acteurs, et notamment des plus vulnérables, les acteurs civils. Des risques dans l'atteinte des objectifs globaux. Car les actions de forces conduites sans accompagnement humanitaire, contre un adversaire qui s'imbrique délibérément dans la population pour nous pousser à la faute, peuvent rapidement transformer les militaires en force d'occupation. De la

même manière, restreindre l'action à la distribution de l'aide alimentaire en situation de guerre, c'est favoriser l'insécurité générale et l'emprise de ceux qui cherchent par la violence à subvertir la population.

Pour toutes ces raisons objectives, nous avons un intérêt commun à unir notre action.

Deux approches différentes mais complémentaires pourraient être privilégiées dans ce sens.

La première, c'est l'approche directe. Elle concerne principalement les acteurs de la puissance publique nationale, et éventuellement des acteurs privés qui serait prêts à y adhérer. Il s'agit, dans le même esprit que la proposition émise l'année dernière par le Ministre de la Défense, de « créer une structure interministérielle chargée, dans une perspective d'ensemble, de la stratégie, de la coordination et du pilotage des interventions des différents acteurs institutionnels et privés engagés dans des opérations de reconstruction sur les théâtres d'opérations ». Or cette structure interministérielle n'existe toujours pas.

Elle a fait défaut en 2003 en Irak chez les Américains, ne permettant pas d'emblée un effort civil de même ampleur que l'effort militaire, pour relever le défi global de la sécurité. Le temps perdu a été exploité par les insurgés pour transformer les libérateurs en occupants.

Plus récemment au Liban, nous avons pu nous rendre-compte du décalage existant entre la réactivité, la souplesse du Hezbollah pour reconquérir le soutien de la population et nos propres capacités civilo-militaires. Ainsi, le lendemain du cessez-le feu avec Israël, le Hezbollah indemnisait en liquide les civils libanais dont la maison avait été détruite par les combats. La compétition devient inégale. Il est urgent d'évoluer.

Je ferai simplement remarquer, qu'une fois encore, et contrairement aux apparences, la Défense et l'armée de Terre sont bien seuls à se mobiliser et à se transformer pour trouver les solutions aux problèmes concrets de coordination interministérielle en zone de crise.

La deuxième approche est indirecte. Il s'agit de privilégier en amont la **connaissance mutuelle des individus et des modes de fonctionnement collectifs** qui induit ou facilite ensuite naturellement l'établissement de liens durables. Le colloque d'aujourd'hui y participe directement, ainsi que le développement d'enseignements et de formations communes ou encore de la Réserve. C'est en intégrant les sensibilités de chacun, en échangeant librement sur nos expériences respectives que nous retrouverons la fluidité dans le champ global des idées et de l'information. Il serait quand même paradoxal que nous ne parvenions pas à mieux communiquer entre nous, ici et sur le terrain alors que nous ne le faisons systématiquement avec les autorités ou les populations locales des pays dans lesquels nous opérons !

Je terminerai en recentrant mon propos sur l'armée de Terre, dont je suis le chef, pour vous rappeler ou vous apprendre quels défis spécifiques nous posent les opérations actuelles. Car l'engagement opérationnel actuel, à vos côtés, qui est notre priorité, ne doit pas faire oublier nos autres missions auxquels nous consacrons les mêmes hommes et les mêmes moyens matériels.

Ainsi se sont nos soldats doivent être capables pendant 4 ou 6 mois, de l'Afrique, au Liban, au Kosovo ou en Afghanistan d'utiliser leurs armes avec discernement et de distribuer de l'aide alimentaire.

Les mêmes soldats devront être capables, le jour venu, d'affronter non plus des terroristes ou des insurgés mais une force conventionnelle, comme ce fut le cas en Irak en 1991.

Les mêmes soldats enfin, revenus en France, sont disponibles pour intervenir en cas de catastrophe sanitaire, climatique ou industrielle, ou se déployer dans nos villes au titre de la lutte anti-terroriste.

Cette polyvalence est inégalée dans toute autre institution. Elle a un coût dont nous devons collectivement avoir conscience.

Un coût de formation, d'éducation et d'entraînement nécessairement différencié en fonction des types d'engagement, au risque dans le cas contraire de connaître les mêmes déboires que nos alliés américains en 2003 en Irak, surentraînés à la guerre conventionnelle, ils écrasent l'armée irakienne dans le désert mais ils ne réussissent pas la transition vers la stabilisation faute de s'y être préparés spécifiquement.

Un coût en termes d'effectifs. Les opérations au milieu des populations consomment des effectifs nombreux, pour tenir et sécuriser le milieu physique et humain dans son ensemble, pour permettre l'action des acteurs civils de la reconstruction, le tout dans la durée, sur plusieurs années. De la même manière, les mêmes troupes, engagées pour quatre ou six mois sur un théâtre, ne peuvent pas simultanément s'entraîner à la guerre conventionnelle, ni être disponibles en cas d'urgence sur le territoire national ou en cas de crise soudaine à l'étranger.

En vous disant cela, je veux simplement attirer l'attention sur nos difficultés à respecter l'équilibre entre les priorités opérationnelles et les autres paramètres stratégiques, et donc sur l'importance de stabiliser nos effectifs.

Finalement que l'on aborde le thème du colloque sous l'angle des modalités de l'action civile et militaire sur le terrain ou sous l'angle de considérations plus spécifiques à l'avenir de l'armée de Terre, les arguments convergent pour renforcer les synergies qui nous permettront d'atteindre notre objectif commun : **la reconstruction et la paix durable**. Je vous remercie pour votre attention et je vous invite à poursuivre les discussions à l'occasion du cocktail.